

• **Juillet 2021 • Numéro 186** •

Aux ordres, citoyens !

Edito : Aux ordres, citoyens

*Par Jean-Luc Gonneau*

*Le 12 juillet dernier, le président de la République a consenti à communiquer à ses sujets, pardon, à ses administrés, quelques nouvelles les concernant. Première bonne nouvelle, grâce à sa clairvoyance politique et, admit-il volontiers dans un rare, donc cher, moment de modestie, aux efforts, à la résilience (malin, il n’a pas dit obéissance) de son peuple, la lutte contre la pandémie a été couronnée de succès, quoique. Nous reviendrons sur ce quoique. Oubliés les discours sur les masques, un temps déclarés inutiles quand on n’en avait pas, puis obligatoires quand on reçut. Même si un sérieux doute demeure sur leur utilité en extérieur. Oubliée la calamiteuse mise en place de tests dont certains donnaient des résultats fantaisistes. Oublié le début erratique des campagnes de vaccination. Même si, soyons comme toujours justes et magnanimes, le retard initial fut en partie rattrapé. A un coût que nous ignorons (secret des affaires, voyons) mais qu’il nous sera probablement un jour invités à payer. Et nous n’oublierons pas que la France, pardon, son président, s’est opposé à la levée des brevets, seule solution pour assurer une diffusion mondiale abordable économiquement des vaccins. Donc, puisque tout est oublié, une gestion magistrale de la crise pandémique.*

*Revenons au quoique : un variant particulièrement vicelard du covid menace à nouveau la planète. Alors là, on sort le bazooka. Pass sanitaire quasi obligatoire. Sinon, pas de voyage, pas de bistro, pas de ciné, pas de théâtre (Bachelot, ministre fantôme de la culture : pas un mot, on ne va pas encore nous casser les pieds avec la culture «non essentielle». Et puisque pass sanitaire quasi obligatoire, vaccin quasi obligatoire. Ce que semble considérer comme illégal le Conseil de l’Europe. Affaire à suivre. Pour faire passer tout ça, Emmanuel Macron a annoncé convoquer une session extraordinaire du parlement. Toujours prévenant, Jean-Luc Mélenchon a tenté de lui faire observer primo que le parlement était déjà en session extraordinaire et deuxio qu’une telle convocation était de la compétence exclusive du Premier ministre, censé conduire (rires dans la salle) la politique du gouvernement. Mais qu’importe, discours convaincant, estime la presse «mainstream» aux mains de nos milliardaires préférés.*

*Autre bonne nouvelle annoncée par notre éminente éminence ; le travail doit être au cœur de nos préoccupations (le travail, hein, pas sa rémunération). Donc, il faut revoir (à la baisse, ce n’est pas dit mais les projets dans les tuyaux l’indiquent clairement) l’indemnisation de ces feignants. Rappelons que la moitié des chômeurs ne sont pas indemnisés, et que dans la moitié restante, une moitié touche moins de 1040€. Un pognon de dingue, on vous dit. Et pour les retraités, autre feignants notoires, on remettra sur le tapis la réforme des retraites déjà retardée tant elle était décriée. Mais ce sera pour le prochain quinquennat. Tiens, une bonne raison de plus pour ne pas voter ou revoter Macron.*

*Par une pudeur à laquelle nous sommes sensibles, Emmanuel Macron a évité d’évoquer les 172 milliards de profits acquis par les cinq cent familles françaises en 2020. Soit plus du budget de l’éducation nationale et des hôpitaux publics réunis. La presse mainstream a bien raison : un discours convaincant.*

*.*

**Au sommaire de ce numéro**

**Les abîmes de l’abstention** Les récentes élections régionales et départementales ont été boudées par les électeurs, mais aussi en grande partie par la presse, notamment télévisuelle, avec des analyses souvent sommaires. L’historien **Roger Martelli** en a livré une sur le site de Cerises, beaucoup plus pertinente, que nous reproduisons dans ce numéro.

**Des élections régionales et départementales au rabais ? Patrice Perron** (de Guidel, il y tient) s’intéresse, lui, à l’environnement politique de ces élections à l’échelon de certaines régions, sa Bretagne bien sûr, mais aussi PACA et les Hauts de France, avec sa verve habituelle. Et quelles questions, qui induisent des réponses, pour savoir pourquoi ça ne marche pas.

La pieuvre. Directeur de L’Humanité, Patrick Le Hyaric nous propose une analyse fine et sans concessions des pratiques et des moyens de pression d’Amazon, l’une des plus puissantes entreprises de la planète, parue dans sa lettre hebdomadaire. *Ilustration glanée sur le net par Manuel Gregorio*

Chroniques du temps de Manu le Petit Une nouvelle chronique de Julie d’Aiglemont, une «Chronique du septième jour du mois de juillet en l’an de très grande disgrâce vingt et un. Où il est question d’une certaine leçon, d’un cas aigu d’amnésie et d’une fatale fatuité», où Macron, Dupont-Moretti, Vals, Attal et quelques autres en prennent pour leur grade.

Antipass’ mais pas complotiste Le site facebook d’Agnès Bihl ne contient pas que bijoux humoristiques qu’elle glane sur internet ou les musiques qu’elle fait ou qu’elle aime, mais aussi des réactions ou réflexions sur la vie te l’actualité. Dans ce court et mordant billet, elle explique pourquoi est opposée au pass sanitaire, et pas une «antivaccins» complotiste

Crop top les hommes du gouvernement buggent Inlassable pourfendeusede tous les excès sexistes, Fatima Benomar, la cofondatrice du collectif Les Effronté.es, vitupère les propos du président de la république à propos des « crop tops », hauts découvrant éventuellement le nombril, en vogue cet été chez les jeunes filles (mais présent dans les garde-robes féminines depuis au moins 30 ans ! ndlr)

Police : l’impasse de la surenchère répressive. Pour analyser les politiques répressives qui se succèdent, sujet générant des passions, un regard universitaire ayant le recul nécessaire est le bienvenu. C’est ce que propose Vincent Sizaire (Maître de conférence associé, membre du centre de droit pénal et de criminologie, Université Paris Nanterre – Université Paris Lumières) dans cet article paru sur le site The Conversation

**Le Meilleur des iMondes** Ancien chercheur au CNRS et à l’ESPCI, **Jacqueq-Robert Simon** a commencé en 2020 à actualiser le fameux ouvrage d’Aldous Huxley. En y ajoutant une large dose d’humour. Nous publions ici le prologue de cette aventure

Les trouvailles d’Agnès Bihl Agnès est notre chanteuse préférée, talentueuse et dynamique chanteuse et parolière, espiègle et engagée. Elle propose sur sa page facebook, entre autres choses, un florilège de traits d’humour glanés sur le net. On vous en offre ici encore trois.

**Les abîmes de l’abstention**

*Par* ***Roger Martelli***

Le fait le plus marquant restera fixé sur une abstention qui pulvérise les records : deux électeurs sur trois ! Plus l’abstention grandit, plus elle se fait complexe. Les données sociodémo-graphiques sont certes limpides : la participation augmente avec l’âge; elle diminue avec la position sociale, le niveau de revenus et celui de la formation. Mais, si elle ne le fait pas pour tous à l’identique, elle augmente partout.

Il y a donc plusieurs abstentions. Chez les plus jeunes, elle peut exprimer un manque d’intérêt : à quoi sert de voter dans une élection dont on ne sait dire à quoi elle sert ? Chez des plus âgés éduqués, elle peut dire l’insatisfaction profonde devant l’offre : on ne sait pas trop comment faire la différence entre les listes concurrentes ni dire où est la plus attractive. Dans les catégories les plus populaires, l’abstention dit volontiers la colère : à quoi bon voter, dans une élection qui ne sert à rien, pour des politiques qui, à droite comme à gauche, nous ont méprisés et trompés ?

Les motifs d’abstention peuvent se juxtaposer ou se mêler. Ils convergent dans la même insatisfaction : le monde politique ne fait plus rêver, on ne peut plus lui faire confiance et il n’y a au-cune raison de se faire représenter par lui. Si cela est vrai, rien ne sert de sermonner les abstentionnistes, ni de les menacer d’un vote obligatoire. Le problème se trouve entièrement du côté de la politique telle qu’elle s’est instituée. Il n’est pas du côté de celles et ceux qui ne votent pas, mais du côté de ceux qui ne donnent pas envie de voter. Noyés dans les combinaisons politiques ou dans les présumées «contraintes» du réel, ils ne contribuent plus à produire du sens partagé.

**La distribution des votes**

*Les élections régionales :*

2015 EXG 1,5 PC1,6 PC-Front de gauche 2,5 PS et divers gauche 25,3 Verts 7,2 **Total Gauche37,5** Droite parlementaire 27,9 EX DR 27,9

2021 LO 2,2 PCF 1,2 FI 3,2 PS et divers gauche16,2 Verts14,3 **Total** **Gauche36,1**

Droite parlementaire (dont LREM) 40,1 EX DR 21,2

*Les élections départementales*

2015 Extrême gauche 0,1 PCF 1,3 PG 0,1 Front de gauche 4,8 Union à gauche 8,3 Ps et divers gauche 22,0 **Total Gauche** 36,5 Centre et droite 29,9 Extrême droite 25,8

2021 Extrême gauche 0,2 PCF 1,9 LFI 0,8 Union à gauche17,4 PS et divers gauche 16,2 **Total Gauche** 36,6 Centre et droite 41,4 Extrême droite18,6

Globalement, le rapport des forces entre la gauche et la droite reste à peu près le même : un peu au-dessus de 35 % pour la gauche, autour de 60 % pour la droite. Ce qui change est la distribution interne de ces votes. L’extrême droite se tasse, tout comme le PS ; la droite classique fait un bond sensible et le centre y trouve une place un peu plus conséquente, même si la REM ne réussit pas son coup ; l’écologie politique gagne quant à elle gagne 7 points aux régionales entre 2015 et 2021.Une élection à faible participation favorise les mobilisations militantes et les réseaux notabiliaires. Le RN n’est pas parvenu à « doper » ses forces, tendues vers la prochaine présidentielle, et il n’a pas la base de notabilités qui compte dans ce type d’élection (le poids des exécutifs sortants). Les Verts ont tiré leur épingle du jeu, mais n’ont pas surpassé le PS et restent fixés à un niveau modeste sur le terrain cantonal. Entre les forc-es classiques, c’est la mouvance LR qui a dominé le match. Dans ce champ largement occupé, le PCF et la FI ont joué les utilités, en solo ou en position de force d’appoint. Clémentine Autain et Sébastien Jumel sont les seuls à tirer leur épingle du jeu aux régionales.

**Et maintenant ?**

Il est donc incongru de faire la morale aux abstentionnistes ; ce n’est pas pour autant que l’élection est un piège à cons... D’une manière ou d’une autre, il faudra continuer obstinément de travailler à rattacher l’attente d’en bas et les projets politiques qui peuvent leur donner du sens. Beaucoup ont ricané sur la fin imminente du match Le Pen-Macron et sur le retour aux formes politiques anciennes du conflit droite-gauche. C’est aller bien vite en besogne. La fonction de la politique est d’unifier les populations concernées autour de projets de société, de visions du monde et de grands récits. 0r à ce jour, il n’en est que deux pour structurer le champ politique institutionnel.

L’un est à la fois libéral, autoritaire et ouvert sur l’extérieur (l’Europe, le monde); l’autre est à la fois «illibéral», protectionniste et excluant. Le macronisme prospère sur la première cohérence; le lepénisme sur la seconde. Chaque ensemble a son incarnation provisoire : si Macron et Le Pen repoussent plus qu’ils n’attirent, leur attraction est suffisante, au moins dans leur espace, pour arriver en tête au premier tour. Aucun des deux n’est majoritaire dans une opinion éclatée, à l’image de la société elle-même ; mais ils ont assez d’attraction pour atteindre le tour décisif. Ni la droite classique, ni la gauche ne donnent l’impression de disposer d’une proposition au moins aussi attractive. Depuis dimanche, les sondages suggèrent que cela les laisse pour l’instant au tapis dans une présidentielle. Dans des scrutins jugés sans enjeu mobilisateur, le poids des organisations et des notabilités peut assurer des succès partiels. Dans des élections à participation plus forte, ce n’est plus suffisant.

À gauche, la démonstration est faite que ni la dispersion des forces, ni l’unité proclamée ne créent une dynamique suffisante pour rattraper le retard prix en 2017. Ou bien la gauche se refonde autour de projets clairs et d’une dynamique socialement rassembleuse : alors l’émancipation retrouvera la force que lui donnaient les aspirations égalitaires du mouvement ouvrier. Ou bien le marasme politique persistera : alors nous n’aurions le choix qu’entre la fade « gouvernance » et la logique excluante du ressentiment.

*Paru dans http://www.cerisesenligne.fr*

**Des élections régionales et départementales au rabais ?**

*Par* ***Patrice Perron***

A l’issue des élections, nous avons coutume de lancer à la cantonade : les urnes ont parlé. Le seul problème est que ce n’est pas tout à fait exact. Certes, des résultats sont sortis des boîtes transparentes en plastique, mais les citoyens ne s’y sont pas beaucoup exprimés. A 32% de participation, la légitimité de tous les élus, même de ceux qui ont bénéficié d’un gros score, est relative, très relative.

Les commentateurs peuvent lister des tonnes de raisons justifiant ou excusant une telle débâcle, le fait est là. A part la présidentielle, les législatives et les municipales, toutes les autres élections sont boudées. Il est vrai aussi, que les candidats et leurs militants, pour la plupart, ne se sont pas jetés sur les boîtes à lettres pour y déposer leurs professions de foi. Sans parler de l’incompétence de ceux qui avaient pour charge de le faire au nom de l’État. On peut envisager que mettre 2 scrutins de modes différents le même jour n’arrange pas leur visibilité. Est-ce une stratégie pour en supprimer une des deux, comme Nicolas Sarkozy avait envisagé de le faire ? Dans ce cas, il faut le dire, le proposer clairement.

Tout le monde peut aussi avoir remarqué que les gros médias nationaux ne se sont pas beaucoup bougés pour organiser des débats par région. LCI en a fait quelques-uns, dont les Hauts de France, parce que cette région présentait un intérêt particulier lié à la présence de Xavier Bertrand, candidat à la présidentielle. Mais que dire de France 2 ? A cette remarque, la réponse des dirigeants serait : - C’est le rôle de France 3. Oui mais voilà, les émissions faites à titre régional, le sont pour la seule région de diffusion (le décrochage comme l’on dit) Résultat : nous ne voyons rien des autres régions que celle où nous habitons.

La soirée électorale, elle aussi, a été révélatrice de ce désintérêt des gros médias. Animation semblable du début de soirée à 19h30 comme pour toutes les élections, avec taux de participation, heu pardon, taux d’abstention, et tenue de l’antenne pour garder les téléspectateurs jusqu’à 20 h, pour être les premiers à 19h 59mn 59 secondes à lancer les graphiques des résultas. Mais force est de constater que les antennes ont surtout déroulé en long, en large et en travers, les résultats des régions à spectacle : PACA, Hauts de France, IdF. Les autres régions sont passées à la trappe vite fait, et parfois, sur certaines chaînes, en messages défilant en bas d’écran. Sur France 2 et TF1, la soirée électorale s’est même terminée à 21 h, pour laisser la place au sacro-saint film de 21h05. FR3, grâce à ses alternances entre échelons national et régional, a tiré son épingle du jeu, mais avec les mêmes limites que celles précédemment évoquées, c’est-à-dire cantonnées à notre région de résidence. Et dans l’ensemble, la soirée était bouclée à 23h. Quant aux départementales, il fallait avoir de bons yeux pour dénicher des résultats sur les écrans. Leurs résultats ont été bâclés sur toutes les antennes nationales. Si vous avez un zest de mémoire, vous constaterez que cela n’a rien à voir avec le traitement des municipales, des législatives et de la présidentielle. – Question d’audimat et de recettes publicitaires ? – Tu exagères. – A peine…

Tout cela pour dire que les médias, faiseurs d’opinions, ne sont pas exempts de tout reproche. Ni même Jupiter, qui pour masquer la raclée subie, a insisté sur le caractère local de ces élections, sans conséquences nationales pour lui, bien sûr. S’il avait remporté, ne serait-ce qu’une seule région, l’analyse aurait été fondamentalement différente, comme le font tous les partis de l’ancien monde, auquel, finalement, il appartient bien.

Ceci dit, il ne faut pas charger uniquement les médias. Les candidats eux-mêmes, ont eu tendance à surtout parler du national, d’ambitions personnelles, ces élections ne constituant pour eux qu’un tremplin. Nous avons vu Xavier Bertrand au soir des résultats, devant les télés, annoncer d’emblée qu’il serait candidat. Il aurait pu faire un discours pour sa région d’abord, en terme de projets et éventuellement parler de la présidentielle après. Voire le lundi, mais il y aurait eu moins de micros et de caméras. Même topo pour Laurent Wauquiez. A Gauche c’est plus simple : il n’y a pas de candidat national.

Globalement, nous pouvons objectivement remarquer que les candidats ont souvent eu tendance, sauf le RN et les EELV, à oublier le nom de leur parti, lors de leur campagne, ce qui ne simplifie pas la vie du citoyen au moment du choix dans des listes pléthoriques aux intitulés obscurs.

Nous avons eu le plaisir, aussi, d’assister à un grand spectacle en PACA : un candidat plutôt connu, (suivez mon regard…) s’est livré à une gymnastique intellectuelle et verbale de contorsionniste, passant d’une alliance avec LaRem, à un appel au front républicain, pour sauver son poste, sa tête, sa carrière et surtout ses rémunérations. Ce qui ne contribue pas à ramener les citoyens aux urnes.

Pour autant, ces observations n’exonèrent pas les citoyens de leur démission électorale et citoyenne. J’entends volontiers la remarque de certains d’entre eux, déplorant : - Le vote blanc n’est pas réellement pris en compte. C’est vrai, c’est une remarque justifiée. N’étant pas comptabilisé comme un suffrage exprimé, il est possible que certaines personnes aient finalement décidé, par dépit, de s’abstenir. De même, quand d’aucuns estiment ne pas trouver l’offre politique correspondant à leurs souhaits : rien ni personne ne les empêchent de s’engager et de prendre éventuellement la place. Mais c’est du boulot de longue haleine. Il est aussi possible de faire du syndicalisme dans sa boîte, pour changer la vie au travail. Ou agir dans le monde associatif. Pour un jour s’appuyer sur ces acquis et s’engager en politique avec une expérience réelle du vécu et la crédibilité qui l’accompagnent. Sauf les très riches et les puissants, nul ne peut obtenir tout, tout de suite, sans faire d’efforts personnels. Bref, le beurre et l’argent du beurre. Il faudra en passer par une reconquête de la citoyenneté.

Quant aux résultats réels, ils ont clairement montré que les vrais partis de gouvernement tiennent encore leurs positions, que le RN marque le pas, que les Ecolos entrent un peu plus dans les Conseils Régionaux (comme en Bretagne) et aussi que La France Insoumise ne fait pas un bon score. Quant à LaREM, c’est la fessée : pas d’ancrage local, pas de vraie structure de parti, et pour couronner (Oups !) le tout, Jupiter fait aussitôt clairement savoir que ce ne sont que des élections locales. Bref, des trucs sans intérêt pour lui. (Mais ça, nous le savons depuis longtemps). D’ailleurs, le monarque s’est empressé, dès le lendemain, d’aller se mettre en face de Xavier Bertrand, lors de la présentation d’usines de fabrication de batteries. C’est clair, ces gars-là sont en campagne, mais pas régionale !

Pour nous, en Bretagne, le transfuge Burlot, ancien vice-président socialiste, devenu LAREM, soutenu par Jean-Yves Le Drian, a raté son coup, a perdu, et n’est même pas élu. Il n’en demeure pas moins vrai, que si la région reste à gauche, mais en majorité relative avec 40 sièges sur 83, Loïg Chesnais-Girard aura besoin de 2 voix venues d’ailleurs pour obtenir la majorité des voix. Et la cheffe des élus EELV, semble être plus disposée à la guéguerre qu’à la négociation. C’est ce qu’elle annoncé de façon plus diplomatique que je ne le formule, mais le sens était là. Elle a même parlé de rapport de force. Il faut donc s’attendre à quelques difficultés à faire voter les textes. Sauf si deux ou trois candidats de LAREM, repentis, regrettant leur choix, reviennent au bercail, au moins par leurs votes. – Ce n’est rien que du bonheur ! Proclame un optimiste !

Pour conclure, de ma modeste place de citoyen électeur, je pense que les grands penseurs de la chose politique qui règnent en maître au château, ne pourront pas faire l’économie, pour l’avenir de notre démocratie, de se poser quelques questions liées entre elles :

- Serait-il efficace de supprimer les départements, ou de fusionner les deux entités pour simplifier les affaires comme le souhaitait Nicolas Sarkozy ? Au risque d’éloigner le citoyen des lieux de pouvoir ? Car ils ont tout fait pour créer du méli-mélo.

- Est-il judicieux de faire voter le même jour à deux élections importantes pour la vie locale, avec les risques évoqués de confusion des genres, des rôles et des modalités d’élections ?

- Est-il malin de continuer à mépriser tout ce qui est local, sur le plan politique, social, économique, culturel et surtout humain ?

- Est-il souhaitable d’inclure une petite dose de proportionnelle aux législatives, comme s’y était engagé le candidat Jupitérien ? Une dose suffisante pour que le plus de monde se sente représenté, mais pas trop non plus pour que l’Assemblée reste gouvernable. Pas de retour à la quatrième République.

- Est-il motivant de créer des référendums locaux, comme les votations en Suisse ? Le même candidat Jupitérien n’avait pas fermé la porte.

Pour ma part, je suis convaincu que les élections devraient être une fête : pour les citoyens et pour la démocratie. Et qu’il est souhaitable d’avoir un seul scrutin par jour d’élection. Des référendums locaux, d’abord, pourraient être mis en place. Cela favorise le débat clair sur le sujet, stimule les opinions des électeurs, motive à aller voter et instille une nouvelle énergie à notre démocratie un peu routinière, un peu fatiguée. Pour retrouver une pratique dynamique de la vie de citoyen. Cela éviterait ce qui pourrait nous arriver : encore d’autres regroupements d’élections et hop ! Vous vous êtes exprimés, ou pas, on s’en fout, maintenant vous la bouclez pendant cinq ans et nous, on tire les marrons du feu ! Je vous le disais : - Ce n’est rien que bonheur !

Les trouvailles d’Agnès Bihl 7

*Glanées sur le net par* ***Agnès Bihl***



La pieuvre

*Par Patrick Le Hyaric. Ilustration glanée sur le net par Manuel Gregorio*

Au temps du Covid, le capitalisme et ses mandataires font tout pour renforcer le système, quitte à rogner en permanence sur les droits et libertés des citoyens et des travailleurs. Il ne le fait pas de manière statique. Tentant de résoudre ses contradictions, il mute et s’accapare de plus en plus de richesses, tout en poussant à détruire les droits sociaux en tentant de les aligner sur des minimas partout dans le monde. Ainsi se créent à l’échelle de la planète des oligopoles aux chiffres d’affaires qui dépassent les richesses produites par de nombreux États. D’un nouveau type, elles couvrent l’ensemble des activités humaines. De l’éducation à la santé, de la culture aux transports, de la livraison à domicile jusqu’à, si on laisse faire, demain l’alimentation. Ainsi se développe en même temps un capitalisme numérique, un capitalisme de la santé, un capitalisme foncier avec de plus en plus d’accaparement de terres, un capitalisme qui se déploie dans l’armement et le luxe. Nous y reviendrons.

Arrêtons-nous aujourd’hui sur un exemple de déploiement du capitalisme numérique à partir d’Amazon. Cet oligopole qui a tout fait, il y a quelques semaines, pour empêcher l’implantation d’un syndicat au sein de son groupe, aux Etats-Unis. Les changements à la tête de la multinationale Amazon survenus cette semaine nous offrent l’opportunité de revenir sur des considérations importantes qu’il faudra rapidement prendre en compte dans les combats à venir. Même si ces combats prendront la forme de batailles à l’échelle nationale, le besoin d’un internationalisme des luttes est posé comme jamais. Il s’agit d’enjeux de souveraineté populaire, de droits sociaux et plus généralement de droits humains et des libertés, de la participation de cette méga-entreprise au bien commun par le biais de la fiscalité. Cet internationalisme de combat appelle une mondialisation des solidarités, une mondialité sociale, démocratique, écologiste.

Nous parlons ici d’Amazon, dont le patron fondateur Jeff Bezos quittait donc cette semaine son poste de directeur général. Cette entreprise grâce à laquelle il s’est propulsé au rang d’ «homme le plus riche du monde». Véritable génie pour ses admirateurs, l’empereur de l’économie en ligne est en réalité l’incarnation ultime d’un capitalisme aussi sauvage et destructeur qu’hypocrite. Prétendument parti de rien, cet homme qui «vaudrait» aujourd’hui 200 milliards de dollars (selon les critères de la mondialisation capitaliste) a en fait réalisé ses études dans une des plus prestigieuses et élitistes universités américaines, débuté sa carrière dans la finance à Wall Street et a pu compter sur l’aide de quelques centaines de milliers de dollars de sa famille pour lancer son entreprise, en 1994. On a connu des départs plus hasardeux.

Ce grand sourire qu’affiche le logo d’Amazon ? Il cache en fait un monde plutôt cruel. On compte bien des méfaits sur le tableau de chasse de l’entreprise qui affichait avec insolence plus de 20 milliards de dollars de bénéfices en 2020, alors que l’économie mondiale subissait de plein fouet les conséquences de la pandémie de Covid-19. Disons-le clairement : M. Bezos a fait fortune en détruisant les commerces de proximité, pillant nos données personnelles, abusant de sa position dominante, pratiquant à outrance l’optimisation fiscale, et surtout en imposant d’odieuses conditions de travail à ses employés. Car non content d’ébranler de vastes pans de notre société – de la culture (le cinéma, la télévision), au sport, à notre façon de surconsommer en passant par l’acceptation de l’intrusion dans nos vies de robots-assistants censés «nous rendre la vie plus facile» – Amazon symbolise sûrement l’un des plus grands ennemis du camp des travailleurs.

On a ici le prototype de l’exploitation des travailleurs au sens où l’a décrit Marx.  
En effet, c’est au prix d’une pression à la baisse sur les salaires que le 3ème employeur de la planète (1,3 millions d’employés) engrange ses marges spectaculaires. Cadences infernales, refus d’organisations syndicales… Une violence sociale permanente qui provoque des taux de souffrance au travail effarants. *L’Humanité* révélait il y a peu un rapport inédit exposant la réalité du bilan social de la branche française du géant américain.

Mais dans ce système la rapacité n’a jamais de limite, et le grand projet d’Amazon est de construire un avenir sans salariés. D’une part en se délestant de ses employés, en robotisant au maximum les tâches. Ensuite en promouvant le micro-travail sous-traité (avec sa plateforme Mechanical Turk), un secteur dans lequel les « travailleurs du clic » s’apparentent de plus en plus à l’esclave du futur. Pas de quoi être fière donc, pour la multinationale qui claironne hypocritement vouloir devenir « le meilleur employeur de la Terre ». Et comme si tout cela n’était pas suffisant il faut encore rajouter à ce tableau déjà peu flatteur l’impact écologique d’Amazon. Le bilan est sans appel : directement responsable de plus de 50 millions de tonnes de CO2 (2019), l’empreinte carbone du leader mondial du commerce en ligne est équivalente à celle d’un pays comme la Suède. Fort de ce bilan, qui confirme encore une fois que les « success story » capitalistes se font sur le dos des travailleurs et de la planète, Jeff Bezos passe donc la main à la direction du groupe, tout en restant l’actionnaire principal. Il souhaite maintenant s’adonner à la philanthropie, histoire d’améliorer son image. Et se consacrer à plein temps à sa passion : la conquête de l’espace… pour y développer l’activité industrielle !



De son côté, Amazon continuera le chemin tracé par son fondateur. Prochains défis : maintenir son emprise sur le commerce électronique ou le cloud (l’informatique en nuage), étendre son influence dans les domaines de la culture ou du sport, ou encore envahir le secteur de la santé. De la sorte, Amazon nous montre le chemin que suivent les évolutions du capitalisme-mondialisé, offrant au passage un avant-goût inquiétant de ce à quoi pourrait ressembler le monde de demain s’il n’est pas combattu. Ultime fer de lance de l’impérialisme moderne dont le champ de bataille est désormais en grande partie numérique, Amazon est l’archétype de l’entreprise vouée à s’introduire dans tous les pans de notre vie – pour en tirer le maximum de profits.

Telle une hydre aux mille têtes, il est déjà presque impossible de lui échapper aux Etats-Unis où l’omniprésence de la firme se fait ressentir tout au long de la journée : emplettes en ligne bien sur mais aussi avec sa présence dans le secteur des médias, du stockage de données, de la surveillance, ou plus concrètement avec ses magasins de denrées alimentaires ou ses assistants vocaux (« enceintes intelligentes »), utilisées par 1 adulte sur 6 dans ce pays.

Soit une très bonne illustration des monopoles que décrivait Lénine il y a déjà plus de cent ans : « *une particularité extrêmement importante du capitalisme arrivé au stade suprême de son développement est ce qu'on appelle la combinaison, c'est-à-dire la réunion, dans une seule entreprise, de diverses branches d'industrie qui peuvent constituer les étapes successives du traitement de la matière première […]ou bien jouer les unes par rapport aux autres le rôle d'auxiliaires […] »*(L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, V. I. Lénine, 1917).

En Europe, Amazon fait face à des enquêtes pour abus de position dominante. Cela ne l’a pas empêché de déposer une demande au sein de l’UE pour y développer des projets dans le secteur pharmaceutique Nous verrons jusqu’où pourra aller la Commission européenne face à l’armée d’avocats de la multinationale pour faire prévaloir le droit européen et son Acte des Services Digitaux, censé imposer aux grands acteurs du numérique «des règles pour éviter» qu’ils «ne fassent peser des risques sur notre démocratie». Dans son pays d’origine, la menace pourrait être plus sérieuse. La question du démantèlement des GAFAM\* s’était invitée dans les prémices de la dernière élection présidentielle américaine avec de vifs débats au sein des démocrates. Nul doute qu’elle reviendra tôt ou tard. D’ici là, c’est avec l’armée et le secteur du renseignement américains qu’Amazon noue des partenariats économiques et stratégiques.

Ainsi, prendre conscience de l’hydre épouvantable que représente Amazon est le premier pas pour le combattre. Nous avons un pouvoir, chacun à notre échelle, ne serait-ce que par nos modes de consommation. De son côté, au lieu de sanctifier le modèle de la «start-up nation», la puissance publique se doit de jouer son rôle à la fois de régulateur, de protecteur et de pilote d’une économie alternative au modèle que nous imposent les GAFAM et plutôt basée sur le développement des biens communs. Le monde d’Amazon ne fait pas sourire : refusons-le

*\* GAFAM : acronyme empruntant ses initiales aux entreprises Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft, mais désignant à présent les entreprises structurantes à la tête de l'industrie numérique.*

*Paru dans https://patrick-le-hyaric.fr/la-lettre-de-patrick-le-hyaric/*

Chroniques du règne de Manu le Petit

*Par* ***Julie d’Aiglemont****.*

***Chronique du septième jour du mois de juillet en l’an de très grande disgrâce vingt et un. Où il est question d’une certaine leçon, d’un cas aigu d’amnésie et d’une fatale fatuité.***

On ne finissait plus de commenter la causerie que le Roy avait accordée à la Gazette des Riennes. Non content de fixer la longueur des bustiers, Notre Vil Phallocrate édicta tout uniment qu’il n’était point bon que les Riennes se trouvant gestantes malgré elles pussent avoir recours à l’avortement au delà du terme fixé par la loi, terme que des Guildes voulaient voir allongé de deux semaines, tant il devenait impossible pour celles qui le voulaient de pouvoir y avoir recours. Partout on manquait de médicastres. Sa Puritaine Intransigeance, loin de prendre la mesure de la détresse des Riennes, se fit tout au contraire le chantre de ce que le pays comptait d’ennemis de la liberté des femmes à disposer de leur corps, suscitant ici et là l’ire et la réprobation des défenseures de leurs droits, lesquels droits, gagnés de haute lutte, se trouvaient cependant sans cesse remis en cause. Un médicastre et une avocate commirent une brillante tribune afin de river son clou au Roy. Gracchus Mélenchonus, pénétré de cette cause, s’illustra une fois de plus en donnant à Notre Poudreux Misogyne une leçon sur le féminisme, lui enjoignant de relire ses classiques avant de faire d’aussi sottes déclarations que celle de vouloir que le féminisme fût réduit à ne plus être qu’un compartiment de l’humanisme. « C’est ne rien connaître à l’Histoire » chapitra sévèrement le héraut du peuple, et de rappeler tout ce que nous devions à Christine de Pisan, cinquante années avant Pic de la Mirandole, avant que de conclure, à l’intention de Sa Médiocre Suffisance, qu’il y avait plus intelligent à trouver que cette ineptie de réduction et de dilution, prouvant, une fois de plus, que lui Gracchus était bien fondamentalement universaliste et héritier des Lumières, quand ses ennemis s’évertuaient à vouloir prouver le contraire.

Quand on ne causait pas de la pensée complexe de Notre Etouffant Solipsiste, c’était qu’on était occupé à jaser sur monsieur du Pont de Morte-Ethique. Ne venait-on point d’apprendre que ce favori du Roy avait également omis de déclarer au Trésor Public quelques menus appointements par lui gagnés quand il s’amusait à brûler les planches ? Ce n’était qu’une bagatelle, tout au plus trois cent mille écus et il était fort vil d’aller lui chercher noise. Le coupable du reste n’était point monsieur du Pont de Morte-Ethique lui-même, mais un obscur économe qu’on rétribuait bien trop grassement pour s’acquitter de ces ennuyeuses besognes et qui n’était même pas assez habile pour ce faire. Les Conseillers firent savoir que Sa Grande Infatuation n’envisageait nullement de se passer de la personne de monsieur du Pont de Morte-Ethique, et qu’il n’était doncques point question de lui enlever sa charge de Chambellan aux Balances, dût-il pour cela administrer sa Chancellerie en même temps qu’il se rendrait chez un juge pour répondre de ses actes.

Pour faire diversion, le Chevalier d’Alanver reprit la tête de la Grande Croisade de la Sainte-Vaccine, laquelle, après des prémices fort cahotants, s’était déployée dans tout le pays, envahissant les salles des fêtes et les gymnases. Las ! Toute la populace n’avait point reçu l’onction. On décida de courir sus aux récalcitrants, leur promettant la Géhenne s’ils ne se soumettaient point. On parla de rendre l’onction obligatoire chez les nurses et les garde-malades, ce qui était le meilleur moyen de créer encore davantage de réfractaires. Puis on agita le spectre d’une nouvelle vague de contaminations par des miasmes qui, bien que venant des Indes, portaient un nom grec. Le Chevalier d’Alanver, tel le prophète Philippus, se faisait des plus menaçants. Le nuage de sauterelles n’était plus très loin.

Cependant, un malheur s’abattit tout de bon sur le pays : le grand Vizir Manolo avait obtenu son crachoir – doré à l’or fin comme il se devait pour les hôtes de marque- dans deux salons et non des moindres : chez madame du Chiendent à l’hôtel de l’Air-Hèmecé et chez monsieur des Durdsdelaselle à celui de la Bonne Fille de Son Maitre. Ainsi ce serait un ineffable bonheur que d’entendre résonner dans les chaumières la voix cassante et rogue de ce courtisan dont l’aigreur et la mauvaise bile n’avaient d’égales que celles que l’on trouvait chez le vicomte de la Zizanie. Celui qui avait été autrefois duc d’Evry s’était donné comme mission de servir son Roy et de piler menu Gracchus Mélenchonnus, à l’encontre duquel il concevait une haine sans limites.

Madame la duchesse des Dégâts était atteinte du même mal. Dès que l’occasion lui en était donnée, cette courtisane, enflée de son succès en trompe-l’oeil au Tournoi des Provinces, déversait un flot de médisances et de diffamations sur le tribun. Cela lui tenait lieu de bréviaire pour continuer de faire accroire qu’elle était du camp de la Sénestre. Il en allait de même avec madame la duchesse de l’Ide-Aligot, qui préféra prendre fait et cause pour le richissime baron de l’Arrhes-Naut plutôt que pour quelques fâcheux qui s’en étaient allés, en signe de protestation à l’encontre du baron – dont la fortune, à la faveur de l’épidémie, ne cessait de croître au fur et à mesure que la misayre s’abattait sur le peuple – badigeonner à la gouache, ô comble de l’horreur, la façade d’une grande et très luxueuse échoppe restaurée dans son luxe d’antan, par les écus dont monseigneur le baron aimait faire usage afin de montrer l’étendue de sa fortune.

Le petit duc de l’Attelle, Porte-Mensonge du gouvernement, était tant vénéré par les gazetiers et les gazetières qu’il se croyait devenu un Oracle. Il se croyait au dessus de tout, tutoyant Jupithiers lui-même. Las ! Alors qu’il comptait parmi un aréopage chargé de départager les impétrants d’un concours d’éloquence, il osa une saillie qui révéla l’ampleur de sa fatuité et de sa sottise. Le prétendant, à qui il s’était ainsi fort impudemment adressé, lui cloua fort élégamment le bec. On l’eût volontiers déclaré vainqueur du concours pour ce haut fait.

Ainsi en allait-il au Royaume du Grand Cul par-dessus Tête, où les fats se croyaient des phénix.

*Paru dans* [*https://joursheureux.blog*](https://joursheureux.blog)

Antipass non complotiste

*Par Agnès Bihl*

Bon. Je m'en suis pris plein la face, suite à mes derniers posts. Alors, que les choses soient claires : on peut être anti-pass sanitaire et également penser que l'autoritarisme de Macron est illégitime. Cela ne veut pas dire que je suis antivax ou complotiste. Bien au contraire. Pour info, je n'ai pas attendu les menaces présidentielles, ma 2ème dose de vaccin est demain. Je l'ai fait de moi-même, et non parce que l'Etat l'exigeait de moi ou qu'il allait me punir si je ne le faisais pas. Juste parce que je trouve ça citoyen, mais cela n'engage que moi bien sûr.

Simplement, je trouve abject de profiter d'1 pandémie mondiale pour faire passer, ni vu ni connu, les nouvelles réformes de la retraite. Je trouve abject de continuer à supprimer des lits en réa à l'hôpital public, je trouve abject qu'on ait besoin d'un pass sanitaire pour aller au cinoche, au théâtre ou au concert...mais pas à la messe !... Surtout pour un gouvernement qui hurle à la laïcité dès qu'il voit un rayon de viande Hallal au supermarché. Et je trouve abject que pendant que nous tous, tout le pays, vous et moi, crevions à petits feu, en un an les milliardaires français ont gagné 170 milliards d'euros. 6 fois le déficit de la sécu ! 3 fois le budget de l'Education Nationale ! 2 fois le budget des Hôpitaux publics !

Voila. C'est dit. Bisous, Une vaccinée non complotiste.

Crop top : les hommes du gouvernement buggent

*Par* ***Fatima Benomar***

*«Tout ce qui vous renvoie à une identité, une volonté de choquer ou d’exister n’a pas sa place à l’école» Emmanuel Macron*

La canicule approche à grands pas,et c'est avec cette tirade gloubi-boulga que le Président de la République a cru bon de prévenir l'éventuel prochain mouvement des adolescentes sur la prétendue indécence de leurs tenues légères.

Pourtant, ce ne sont pas les collégiennes ni les lycéennes qui construisent les *identités*.C'est le sexisme qui les distribue, hiérarchisant les femmes en catégories, celles qui "se respectent" et les autres, sur la base de leurs tenues, leurs moeurs, leur orientation sexuelle, le nombre de petits-copains qu'elles auront eu pendant une année scolaire, si des photos ou des vidéos intimes d'elles ont circulé, etc. Ce ne sont pas les collégiennes ni les lycéennes qui souhaitent choquer qui que ce soit. Elles disent, au contraire, qu'elles ne comprennent pas en quoi le port d'une jupe au-dessus des genoux ou d'un crop-top est choquant, notamment quand il fait entre 30 et 40°. Ce sont elles qui sont choquées par le traitement différencié que réservent les marges d'interprétation du Règlement intérieur à leurs camarades féminines ou masculins. Quant au fait de fustiger leur volonter *d'exister*, que répondre à un tel reproche ? Sinon qu'il est évidemment salutaire qu'à cet âge-là, les jeunes commencent à déchiffrer l'ordre social, à en expérimenter les injustices, à affirmer leurs idées, à exprimer leurs désaccords, à ambitionner de changer la société.

Ni le Président de la République, ni son Ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquerne se sont intéressé aux hashtag #Lundi14septembre et #BalanceTonBahut via lesquels des milliers de jeunes filles avaient pris à partie la société, à la rentrée 2020, pour qu'on leur explique en quoi exactement leurs épaules et leurs hanches étaient indécentes. Ni l'un ni l'autre, non plus, n'a sans doute pris la peine de lire ce qui a été publié hier via le hashtag #BalanceTonTop. Tant pis pour eux, bravo à elles ! Ces hommes, hissés à la place de pouvoir où ils sont à la force de leurs privilèges sociaux, n'ont, contrairement à elles, jamais été traités de p\*\*\* ou de s\*\*\*\*\* pour un t-shirt moulant ou un têton apparent à travers le tissu.

Plus tard, ces jeunes femmes feront des choix, vestimentaires entre autres, en tant que citoyennes adultes vivant dans des sociétés sexistes. No bra ? No shave ? No summer body ? Se conformer aux règles pour se protéger, ou les transgresser parce qu'elles leur semblent injustes ? Elles se posent dès à présent la question et ont besoin de notre soutien pour affronter ce chemin avec le plus de forces possible. Ce chemin où nous avons été en général si seules.

L'égalité femmes-hommes, Grande Cause Nationale du quinquennat,a défaut de moyens octroyés, n'aura même pas réussi à éveiller ne serait-ce que l'intérêt et la curiosité des hommes du gouvernement. Pourtant, ces jeunes citoyennes parlent précisément de cela, l'étayent, l'illustrent. Ils n'avaient qu'à se saisir de tous ces trésors de partages d'expériences authentiques du sexisme qui règne dans les établissements scolaires, afin de préparer un monde meilleur aux enfants de demain, par exemple l'élaboration d'un programme contre le sexisme, au lieu de ne leur réserver que des réponse répressives, infantilisantes et bâclées.

Nous ne pouvons qu'inciter les parents, le corps professoral et les élu-es à relayer leurs initiatives, à entendre leur parole et à établir avec elles un dialogue mature, constructif et respectueux. Et remercier les jeunes qui redonnent à chaque génération du sens, du discours critique et de la remise en question du monde tel qu'il fonctionne aujourd'hui.

*https://www.facebook.com/fatima.benomar*

Les trouvailles d’Agnès Bihl 8

*Glanées sur le net par* ***Agnès Bihl***

****

Police : l’impasse de la surenchère répressive

*Par* ***Vincent Sizaire***

Au-delà des tragédies individuelles, les meurtres de deux fonctionnaires de police survenus à Rambouillet et Avignon interpellent. Le 19 mai les syndicats policiers manifesteront devant l’Assemblée nationale, réclamant entre autres, «la mise en œuvre de peines minimales pour les agresseurs des forces de l’ordre». Nombre d’élus et de représentants politiques ont par ailleurs appelé à plus d’effectifs et de moyens. Mais un nouveau durcissement de la répression des violences commises à leur encontre constitue-t-il vraiment une réponse à la hauteur de la dégradation des conditions d’intervention que révèlent ces faits ?

Les sanctions encourues déjà très élevées

Ainsi, il faut rappeler que les sanctions encourues au titre des crimes commis à l’encontre des policier·e·s sont d’ores et déjà les plus élevées qui puissent être dans une société démocratique, à telle enseigne que l’ensemble des propositions de réforme annoncées par le gouvernement sont d’ores et déjà en vigueur. Passible de l’emprisonnement à perpétuité, le meurtre d’un fonctionnaire de police expose son auteur à une période de sûreté – c’est-à-dire la période durant laquelle la peine ne peut être aménagée – de 30 ans depuis 2011, tandis que la suppression des crédits de réduction des peines pour les personnes condamnées à ce titre vient d’être adoptée par le Parlement. Comme l’ont tragiquement démontré les derniers évènements, l’aggravation continue des peines encourues auquel le législateur a procédé ces dernières années n’a aucun effet dissuasif. De la même façon, les accusations de laxisme de la réponse judiciaire brandies par certains syndicats de policiers ne résistent pas à l’examen des faits : depuis le début du siècle, la population carcérale a crû de 60 %, tandis que la durée moyenne des peines d’emprisonnement n’a cessé de s’élever, pour les infractions commises au préjudice de policiers comme pour les autres.

La surenchère contribue à la crise de l’autorité des forces de police

Il apparaît d’autant moins approprié de poursuivre sur la voie de la surenchère répressive que celle-ci contribue largement à la crise de l’autorité des forces de police et, partant, à l’accroissement du risque qu’elles soient victimes d’agression. La surenchère tend à présenter l’institution comme étant au-dessus des lois, rompant ainsi le lien de confiance qui doit l’unir à la population. Le modèle pénal républicain qui est sensé être le notre s’est en effet construit sur le modèle d’une stricte égalité devant la loi et, en particulier, de la soumission des agents publics au même cadre juridique que les autres citoyens. C’est pourquoi les sanctions encourues au titre des infractions commises par les policiers sont aggravées de la même façon que celles commises à leur préjudice. Or les pouvoirs publics semblent aujourd’hui vouloir édifier un véritable droit d’exception pour la répression de ces dernières. Une tendance qui s’observe dans l’évolution récente du cadre légal et notamment la volonté de réduire les possibilités de réduction de peine des personnes condamnées du chef d’un crime commis à l’encontre d’une personne dépositaire de l’autorité publique, alors qu’une telle mesure vise normalement à tenir compte du comportement de la personne en détention, quelle que soit la nature de l’infraction commise.

Une mise sous pression

Mais c’est surtout au stade de l’application de la loi que cette logique d’exception se manifeste, au risque d’affecter le droit au procès équitable des personnes soupçonnées ou accusées d’un crime contre un policier. Le gouvernement a ainsi annoncé une nouvelle circulaire de politique pénale pour enjoindre aux magistrats, dès le stade de l’enquête, à une répression rapide et exemplaire des faits dénoncés. Une mise sous pression qui ne peut qu’affecter l’impartialité objective de la procédure, qui suppose que les conditions institutionnelles et matérielles dans lesquelles elle se déroule garantissent l’absence de préjugement. Ce risque d’une justice expéditive est d’autant plus problématique que, parallèlement, de réels freins continuent d’entraver la sanction effective des usages abusifs de la force commis par certains policiers, ainsi qu’en témoignent les avis du défenseur des droits, mais aussi la condamnation récurrente de la France par la Cour européenne des droits de l’homme à ce titre.

Un déséquilibre qui alimente la logique de défiance

Au final, un tel déséquilibre ne peut que renforcer la logique de défiance et de confrontation entre la police et la population qui prévaut aujourd’hui et qui participe grandement de la dégradation de ses conditions d’intervention. C’est donc à cette défiance qu’il faut remédier en priorité si l’on veut restaurer effectivement l’autorité de l’institution, condition nécessaire à un exercice plus apaisé de ses missions. À ce titre, il est des revendications policières qui, pour être moins médiatisées que les prises de position en faveur d’un accroissement sans fin de l’arsenal répressif, n’en reflètent pas moins l’aspiration de nombreux agents. En premier lieu, l’on pourrait prendre au sérieux la demande d’un recentrage des policiers sur leur « cœur de métier ». Les deux dernières décennies ont vu une extension continue du domaine d’intervention des forces de l’ordre, depuis les désordres scolaires jusqu’à la vente à la sauvette, en passant par la police de la mendicité ou même celle des cages d’escaliers…

Des policiers en première ligne

Projetés en première ligne dans la lutte contre les formes de déviance auxquelles sont confrontés les pouvoirs publics, les policier.es peinent à trouver les réponses adaptées à ce qui relève avant tout d’une réponse éducative ou médico-sociale et deviennent dès lors les premières cibles de nombre de récriminations de la population. En leur permettant de se concentrer sur leurs missions d’élucidation des infractions et de sécurisation de l’espace public, en faisant en sorte que leur intervention ne soit requise que lorsque les autres formes de réponse sont manifestement insuffisantes, on œuvrerait non seulement à restaurer leur autorité, mais aussi à leur conférer une plus grande maîtrise de leurs conditions d’intervention. La même observation peut être faite s’agissant des opérations de maintien de l’ordre. Décriée en raison du rôle qu’elle a joué dans l’explosion des violences lors des manifestations sur la voie publique que l’on observe depuis 2016, la doctrine officielle est aussi largement contestée en interne en raison de la déprofessionnalisation de la sécurisation de l’espace public qu’elle induit, faisant intervenir aux côtés des gendarmes mobiles et des compagnies républicaines de sécurité des agents n’ayant reçu aucune formation ni préparation. Réviser en profondeur cette doctrine pour substituer à une logique de confrontation une logique de dialogue et de désescalade faisant intervenir exclusivement les agents formés à cet effet permettrait, là encore, de renforcer conjointement l’autorité de l’institution policière et les conditions d’intervention de ses agents.

Comme le relevait déjà Cesare Beccaria, auteur au XVIIIe siècle du célèbre *Traité des délits et des peines*, prétendre empêcher la commission de certains actes par leur simple pénalisation constitue une «chimère que poursuivent les hommes aux facultés limitées quand ils ont en main le pouvoir». Faire face à la crise que traverse aujourd’hui la police et, plus largement, notre système répressif, suppose moins une nouvelle incantation punitive que des réponses concrètes et pragmatiques.

*Paru dans https://theconversation.com*

Les trouvailles d’Agnès Bihl 9

*Glanées sur le net par* ***Agnès Bihl***



Le Meilleur des iMondes (prologue)

*Par Jacques-Robert Simon*

La Conférence de Paris (COP21) de 2015 a réuni 195 pays, soit la quasi-totalité des nations de la planète, pour lutter contre le réchauffement climatique lié aux activités humaines. Cinq ans après, les émissions mondiales de CO2 ont crû de plus de 4 %. Des mesures draconiennes durent être prises à l’abri des regards. Les pays développés ont basé leur civilisation sur l’utilisation judicieuse des combustibles fossiles. Si l’on prend en compte le cumul des émissions de CO2 de 1850, date approximative de la révolution industrielle, jusqu’au début des années 2010, les Etats-Unis et les 28 pays européens sont responsables de 50% des émissions de CO2: 10% de la population mondiale est donc à l’origine de 50% du CO2 excédentaire.

Plus de 40 000 personnes, négociateurs, entreprises, ONG, journalistes, acteurs de la société civile ont participé à la COP21. Cependant, le journal «Le Monde» titra : *«Après trois années de stagnation, les émissions humaines de dioxyde de carbone (CO2) sont reparties à la hausse en 2017, ruinant les espoirs de voir l’humanité sur le point d’entamer la décrue de ses émissions.».* Ce qui a conduit à mettre en œuvre le plan secret ZOZO dans la plus extrême des discrétions.

**La Fabrication industrielle de semi-imbéciles**

Un Centre de Génétique Transhumaniste (CGT) sera inauguré par Donald Bokanovsky, chief executive officer of California, en présence du Prof. Jiu Huang, grand prix de l’académie de la région autonome du Guangxi qui donnera une conférence sur la fabrication par génétique moléculaire de semi-imbéciles.

Mizz, Mister, Homo, Hétéro, Bisexuel⋅les, Noirs, Blancs, Rouges, Jaunes, albinos… je vous salue ! Moi, *The Donald*, je suis fier d’être ici auprès de ces fioles, ces éprouvettes, ces embryons de chèvres, de méduses, de députés, ces bocaux de paramécies, de fluides spermatiques filtrés, de ces boîtes pleines de ciseaux moléculaires, de tondeuses supra-organiques… fier et conscient que nous écrivons une page d’histoire avec cette collaboration Américano-Chinoise d’une ampleur et d’une qualité inégalées.

Ce travail fait en commun permet à nos deux pays de pouvoir fabriquer, de synthétiser n’importe quelle chimère… pas seulement moitié lion, moitié chèvre avec une queue de dragon, mais aussi homme-cochon, homme-porc épic, voire homme-cochonne si on en trouve encore. Nous pouvons corriger, augmenter, diminuer, amplifier n’importe quelle créature en changeant un ou plusieurs de ses gènes et en appliquant un processus de reproduction sélective comme pour les teckels, les hippocampes ou les travestis. Contrairement aux méthodes barbares du passé, nous pourrons, sans préjudice moral d’aucun ordre, non seulement favoriser la fécondité des humains considérés comme supérieurs mais aussi augmenter leurs capacités intrinsèques par incorporation ciblée de matériel biologique. Les premiers essais furent certes décevants : les femmes possédant un QI supérieur à 150 ou les artistes post-modernes fluorescents ne purent trouver aucun preneur sur les marchés. Mais l’énergie vient à bout des pires difficultés.

Ces premières épreuves purent être surmontées grâce au Directeur de mes services techniques Schartz O’Niger, c’est lui qui guida ce dont je vais vous faire part. Les Etats-Unis utilisent plus d’électricité pour assurer la climatisation des locaux que la consommation de l’Afrique pour l’ensemble de ses usages. Les employeurs ont mesuré que certains travailleurs perdaient plus de 20% de leur productivité sans climatisation. De plus les chalands préfèrent flâner au sein de la fraîcheur plutôt que dans une chaleur étouffante. L'Accord de Paris de décembre 2015, imposait une contrainte pour lutter contre les gaspillages énergétiques. Les robots peuvent bien entendu remplacer les humanoïdes dans toutes les tâches répétitives ou peu gratifiantes actuelles, mais ils sont trop coûteux, peu ou pas rentables. C’est à ce moment que nous avons commencé notre programme de fabrication de semi-imbéciles résistants à de grands écarts de température. Les outils qu’offrent la biologie moléculaire et la génétique nous furent précieux.

Des monstres européens avaient dans les temps anciens proposés

de prévenir la reproduction des humains considérés comme inférieurs. Notre projet est l’exact contrepied de cette proposition barbare : il s’agit de choisir les caractéristiques physiques d’humanoïdes qui les rendent aptes aux travaux exigeants tout en leur ôtant la capacité de compréhension qui leur permettrait de se rendre compte de leur condition et pouvait engendrer rébellion, tumulte et chaos. Ces semi-imbéciles ne seront évidemment aucunement maltraités et seront logés et nourris selon les normes de l’Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Les premières études de marché montrent un réel engouement du peuple américain et de ses élites pour notre démarche, d’ailleurs les 16,7 milliards de dollars qui ont servi pour créer cet institut de recherche proviennent pour l’essentiel de contributeurs privés, California n’a assuré qu’un rôle mineur mais toutefois il contribue significativement dans le management du projet. Mais nous n’avons que faire des chiffres, place à la Science, place à M. Jiu Huang qui va nous faire partager sa passion pour les êtres humains, les gènes, les brins d’ADN et les molécules.

*Nǐ hǎo, Hello !*

*Le monde grouillant de notre planète peut être comparé à un corps humain : chaque partie a une fonction précise, reins, poumons, rate, foie, muscle… et régissant le tout, le cerveau ! L’argent est le sang qui irrigue toute la société : sans lui tout périclite, dé-prospère, se disloque. Les diverses peuplades de la Terre se sont spécialisées selon leur savoir faire et selon les besoins qu’exprimaient la partie algorithmiquement bien pensante de l’humanité. Augmenter les capacités mentales par des manipulations génétiques est possible et, ponctuellement, les marchés nous accordèrent des crédits pour le montrer, mais l’intérêt se révéla médiocre : l’imprévu, l’irrationnel, le hasard des rencontres conduit à de bien meilleurs résultats pour produire des surhommes. Notre choix a donc été d’étudier les conditions qui permettaient de fabriquer des semi-imbéciles à partir des races existantes, ce qui semblait beaucoup plus utile.*

*Le choix entre faire des robots intelligents ou des semi-imbéciles fut rapidement fait en faveur de ces derniers. Bien entendu, des robots susceptibles d’apprendre lors de ses « conversations » avec autrui ou avec des internautes étaient faciles à construire et un automate susceptible de surpasser par son QI n’importe quel homme ou commentateur politique était envisageable. Mais les coûts de fabrication restèrent, malgré les efforts des top-techniciens, prohibitifs.*

*Une définition précise du but recherché fut d’abord établie : les crétins, les idiots, les débiles, les connards furent écartés des cibles, car des spécimens pas trop typés naturellement devaient servir de sources biologiques. Le semi-imbécile ne devait pas être inintelligent, ni demeuré, il devait seulement être incapable de se rebeller quelle que soit la nature des contraintes imposées par ses maîtres. Fort heureusement, les banques de données constituées par les moteurs de recherches, en particulier Google que nous remercions au passage, permirent de déterminer avec précision les relations phénotype-génotype convenable. Le gène nommé SRY, qui code la protéine impliquée dans le développement des testicules, fut trouvé être le plus déterminant pour donner toute une gamme de semi-imbéciles à hautes performances.*

*Toutefois, une épreuve de maturation sur une grande échelle fut nécessaire pour affiner les caractéristiques finales du prototype de semi-imbécile. Une centaine de prototypes en état de se reproduire furent introduits dans une population ciblée, celle des 18-35 ans habitant dans une grande métropole. Ils participèrent à plein aux divers réseaux sociaux, aux jeux, aux échanges téléphoniques et électroniques. Ils se fondirent dans la masse des vibrions qui les entouraient sans que personne ne détecte leur nature d’Organisme Génétiquement Modifié (OGM). À force de pianoter sur leurs consoles, leurs claviers, à force d’envoyer des messages emplis d’insignifiances, la plupart des vibrions naturels devinrent aussi sourds à la réflexion que les semi-imbéciles génétiquement modifiés mais ils gardèrent une lourde tendance non pas à se rebeller, processus trop énergétivore pour eux, mais à râler, se hérisser, contester, se moquer, vilipender, décrier… ce qui nuisait à leur productivité mais les rendait encore apte au formatage algorithmique. Finalement, les semi-imbéciles purent accomplir sans jamais regimber, les mêmes tâches que les vibrions, ce qui était le but recherché.*

*Il était temps de peaufiner les détails. Quatre coloris de semi-imbéciles, noir, blanc, jaune et rouge, furent obtenus et mis sur le marché (décalcomanies personnalisées sur demande). Assez rapidement il fut constaté que la couleur importait moins que le t-shirt que le semi-imbécile portait si une inscription du type MIT, Massachussets Institut of Technology, s’y trouvait. Le dress code du milieu social dans lequel devait s’incorporer le semi-imbécile se révéla de la plus haute importance pour une bonne intégration. La génétique n’aidait pas pour cette problématique. L’usage des jeans troués, les denim destroy, les baskets Nike et un maillot du PSG se révélèrent indispensables pour les classes populaires qui vivaient de petits boulots. Les post-adolescents plus aisés avaient le même look superficiel mais avec des vêtements ou des baskets de marque.*

*Les avancées de l'épigénétique permirent de prendre en compte les effets environnementaux pour former un génome idéal de semi-imbécile fortement sociable et sociabilisé. Des caractéristiques importantes peuvent être acquises durant la vie de toute espèce vivante, sauf peut-être les méduses et les économistes. Certaines peuvent être transmises d'une génération à l'autre. Le semi-imbécile fut modifié grâce à une éducation soignée sous la coupe de précepteurs robotisés artificiellement intelligents. Cette capacité de discernement put être transmise aux descendants en s’aidant des techniques bien établies de reproduction sélective naturelle. Encore fallait-il annihiler complétement toute espèce de tendance à se rebeller, à contester : l’obéissance au maître devait être totale sans aucune coercition, la soumission devait aller de soi sans alternative possible pour le semi-imbécile.*

*Le gène SRY, l’objet principal de nos études, est à la base de la différenciation de l'homme de la femme, si tant est que cette différence sémantique doive être conservée. Le neutraliser était impossible bien que son importance sur le caractère hargneux et agressif ne fasse aucun doute. En effet le semi-imbécile devait pouvoir se reproduire ou au moins fournir des gamètes utilisables, la reproduction sexuée et guidée fournissant les meilleures races lorsqu’une part de hasard subsiste lors de la reproduction. Lors de certaines manipulations génétiques, il est possible d’induire des recombinaisons homologues entre l’ADN naturel d’une cellule et un brin d’ADN exogène, en utilisant comme vecteur le génome modifié d’un rétrovirus. En d’autres termes, on peut adjoindre n’importe quel bout d’ADN support de n’importe quelle caractéristique mentale ou physiologique. Grâce à cette technique, de petits fragments d’ADN nommés Rabhi-17 remplacèrent ceux de DSK-12 donnant un humanoïde absolument non-agressif.*

*C’est à ce moment que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) commença son enquête concernant nos études, il voulait en particulier connaître le statut des semi-imbéciles synthétisés : homme, humanoïde ou robot charnu. Les premiers pouvaient être conditionnés et sélectionnés mais par des moyens uniquement sensoriels : son, image, odeur. Les seconds pouvaient être, en plus des techniques précédentes, génétiquement modifiés en vue d’augmenter leurs performances. Les derniers étaient considérés comme des objets. Le classement en humanoïde était souhaité par mon Institut, ce qui lui aurait permis des subventions de R&D alors que l’appellation robot charnu n’ouvrait pas de droits à ces financements. Cette difficulté juridique arrêta le processus de production de semi-imbéciles sur une large échelle.*

*Ne laissez pas cet arrêt arrêter notre mouvement. Mais rien ne doit n’arrêter la Science !!! Aidez-nous ! Versez vos dons sur le site* [*www.semi-imbécile.com*](http://www.semi-imbécile.com)*. Une photo. dédicacée de Donald Bokanovsky sera envoyée pour tout don supérieur à 150$.*

(À suivre)

*Paru sur www.facebook.com/profile.php?id=100001446321637*

La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !